

Sécurité publique et violence armée organisée à Rio de Janeiro

Sam Logan, correspondant sud-américain, International Relations and Security Network

La grande région métropolitaine de Rio de Janeiro compte près de 1 000 bidonvilles, ou favelas, où vivent plus d'un million de Brésiliens¹. La plupart des favelas se trouvent sous le contrôle d'un « propriétaire », qui emploie un réseau très structuré composé de jeunes hommes qui ont pour mission de faire régner l'ordre². Ces gangs empêchent souvent que se commettent des crimes comme les vols, les viols, les agressions et les meurtres en appliquant leur propre notion de la sécurité, mais ils protègent aussi d'autres activités criminelles (le trafic des stupéfiants, par exemple) contre l'intrusion des policiers et de gangs rivaux³. Comme l'État n'assure pas le maintien de l'ordre dans les favelas contrôlées par des gangs, les résidents ont fini par s'en remettre au propriétaire pour ce qui est de leur protection.

Il arrive souvent que les policiers se mettent d'accord avec les propriétaires de favelas qui leur versent des pots-de-vin en échange de leur protection. Il est généralement entendu que les policiers garderont alors le silence sur les activités criminelles d'un gang ou sur le lieu où se trouve son chef⁴. À Rio, ce genre de relation est très répandu, mais il est également très fragile, car tôt ou tard, les policiers finissent par recevoir l'ordre de mener une opération dans une favela où ils ont conclu une entente de ce genre. Il peut même arriver qu'ils

On confie souvent aux forces de sécurité des missions « chercher et détruire » dans les favelas ou la tâche d'occuper ces dernières de manière à les couper du monde extérieur. Il en résulte souvent des guérillas urbaines où les communautés civiles sont prises entre deux feux.

reçoivent l'ordre de tirer sur des membres de gang qui leur sont connus⁵.

Les politiciens municipaux et d'État ont traditionnellement adopté la ligne dure vis-à-vis la criminalité, appuyant des politiques de tolérance zéro lorsqu'ils s'en prennent publiquement aux gangs mêlés au trafic des stupéfiants. On confie souvent aux forces de sécurité des missions « chercher et détruire » dans les favelas ou la tâche d'occuper ces dernières de manière à les couper du monde extérieur⁶. Il en résulte fréquemment des guérillas urbaines où les communautés civiles sont prises entre deux feux.

Deux éléments principaux permettent d'expliquer comment on en est venu à cette situation. Tout d'abord, le système de justice criminelle du Brésil est d'une grande lenteur et se montre souvent incapable d'amener les criminels présumés devant les tribunaux⁷. Ceux-ci sont donc amenés à croire qu'ils jouissent de l'impunité, ce qui a pour effet de démoraliser les policiers. Par ailleurs, les unités de police militaire mises sur pied par le dernier régime militaire du Brésil n'ont jamais été démantelées et ont maintenu la ligne dure dans leur approche de la sécurité au lieu d'adopter une stratégie de maintien de l'ordre préventive, davantage axée sur la communauté⁸. Pour empirer les choses, les policiers de Rio touchent des salaires dérisoires, et certains n'ont aucun scrupule à extorquer de l'argent aux criminels et aux membres des gangs pour arrondir leurs revenus⁹. Certains policiers plus entreprenants vendent même des armes qui ont été saisies dans des raids ou acceptent de travailler comme assassins pendant leurs périodes de repos.

La corruption et les activités criminelles au sein du système de sécurité publique aggravent la violence et l'oppression qui touchent surtout les habitants des favelas, de sorte que ceux-ci font quotidiennement les frais de l'absence de sécurité publique et de la domination des gangs. ●